

[Text]

Mr. MacEachen: Yes. That certainly was asked and our judgment was, as a result of very considerable thought and after discussing the matter with neighbours of the Republic of Korea, that the likelihood of its abrogating . . .

Mr. Lawrence: What did North Korea say?

Mr. MacEachen: . . . the treaty was not such as to cause us to deny the Republic of Korea this additional source of power.

Mr. Brewin: I just have one more question, a double-barreled question or two brief ones, whichever way you want to have it. Is it a fact or is it not a fact that the South Korean régime is purchasing, or has purchased, a reprocessing plant from another nuclear exporter, as it were, which could be used to reprocess the material from the reactor into plutonium?

Mr. MacEachen: I know it is a fact that at one time the Republic of Korea was negotiating with France for a reprocessing plant. My recollection, which Mr. Dupuy will verify or otherwise, is that the deal has not been completed yet, because there are still discussions on safeguards.

The Chairman: Mr. Dupuy.

Mr. Dupuy: We have followed fairly closely the development of these negotiations, but we cannot confirm, at this point, that the transaction is completed.

Mr. Brewin: I take it that if you cannot confirm you are not denying it either?

Mr. Dupuy: That is correct.

Mr. Brewin: The final question: I read somewhere that the Minister of Science of South Korea had already stated—and this may be due to the presence of the American reactor there—that there were quite a very large number of highly-skilled nuclear technicians in South Korea. Knowing some South Koreans myself, I imagine if they got into this field they would indeed be highly skilled. Is the Minister aware of that, or aware that it is not so?

Mr. MacEachen: No, I must confess that I am not aware of this.

Mr. Brewin: Thank you.

The Chairman: Mr. Fairweather.

Mr. Fairweather: Thank you, Mr. Chairman. If we are ranging far afield, and I guess the precedent has been established, I would like to discuss for a few minutes the arrangements the department is making to monitor the Helsinki Agreement. Let us stop there. For instance, how does the department deal with practical demonstrations of the dilemma of working out the human rights parts of this important agreement that were manifested on the steps of this building in the last few days?

• 2040

Mr. MacEachen: I will make some comment, Mr. Fairweather and Mr. Chairman, and maybe Mr. Hooper will go into some details. However, we have signs. The Helsinki accord is a statement of principles and one of the principles, of course, is the question of family reunification, to which the signatories have agreed. I think, as I said today in the House, that it is much too early to draw final conclusions about . . .

[Interpretation]

M. MacEachen: En effet. On nous a certes demandé de le faire et nous avons jugé, suite à un examen intensif et à des discussions avec les voisins de la République de Corée, que le risque de le voir abroger . . .

M. Lawrence: Quelle est l'opinion de la Corée du Nord?

M. MacEachen: . . . le traité n'était pas éminent au point de nous amener à refuser à la République de Corée cette source supplémentaire d'énergie.

M. Brewin: J'aurais une autre question double ou deux brèves questions, si vous voulez. Et est-il exact que le régime sud-coréen est sur le point d'acheter ou a déjà acheté, une usine nucléaire, capable de retraiter le matériel du réacteur en plutonium?

M. MacEachen: Je sais, par exemple, qu'à un moment donné la République de Corée négociait avec la France en vue d'acheter une usine de retransformation. Si ma mémoire est juste, mais M. Dupuy saura me corriger si j'ai tort, le marché n'a pas encore été conclu puisque les discussions portant sur la sauvegarde sont encore en cours.

Le président: Monsieur Dupuy.

M. Dupuy: Nous avons suivi d'assez près le déroulement de ces négociations, mais nous ne pouvons confirmer, à l'heure actuelle, que la transaction est déjà faite.

M. Brewin: Alors, si vous n'êtes pas en mesure de confirmer, vous n'infirmez pas non plus?

M. Dupuy: En effet.

M. Brewin: Ma dernière question: j'ai lu quelque part que le ministre des Sciences de la Corée du Sud a déjà déclaré—peut-être parce que ce pays possède déjà un réacteur américain—qu'un très grand nombre de techniciens nucléaires hautement spécialisés se trouvent en Corée du Sud. Je connais quelques Coréens du Sud moi-même et j'imagine que s'ils se sont dirigés dans ce domaine, ils seront en effet hautement spécialisés. Le ministre est-il au courant de ce fait ou alors peut-il nous dire que tel n'est pas le cas?

M. MacEachen: Non, je dois admettre que je ne suis pas au courant de cette situation.

M. Brewin: Merci.

Le président: Monsieur Fairweather.

M. Fairweather: Merci, monsieur le président. Si nous nous écartons, et je crois que l'on a établi un précédent, j'aimerais bien discuter pendant quelques instants des préparatifs du Ministère en vue de contrôler l'accord d'Helsinki. Arrêtons-nous ici. Par exemple, comment le Ministère traite-t-il les indications pratiques du dilemme que constitue l'aspect des droits humains de cet important accord qui a fait l'objet de manifestations sur les marches de cet édifice, au cours des derniers jours?

M. MacEachen: Je présenterai quelques observations, monsieur Fairweather et monsieur le président, et peut-être que M. Hooper pourra vous fournir des détails supplémentaires. Toutefois, nous avons certaines indications. L'accord d'Helsinki est une déclaration de principes, et l'un des principes, évidemment, a trait à la question de la réunification des familles, que les signataires ont acceptée. Comme je l'ai déjà déclaré à la Chambre, il est beaucoup trop tôt pour tirer les conclusions finales concernant . . .